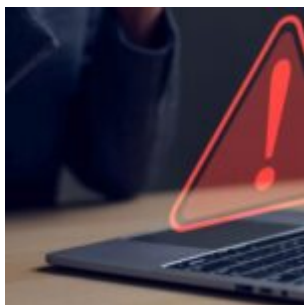


L'accès au registre des bénéficiaires effectifs est limité !



© 2025 Les Echos Publishing

Seules les personnes justifiant d'un intérêt légitime peuvent désormais accéder au registre des bénéficiaires effectifs.

Exercice d'une activité non-prévue dans le bail commercial



© 2025 Les Echos Publishing

Le commerçant qui exerce dans des locaux destinés à un usage de snack une activité de restauration plus sophistiquée s'expose à la résiliation du bail commercial.

Exploitants agricoles : le calendrier de versement des aides Pac 2025



© 2025 Les Echos Publishing

Le calendrier prévisionnel de paiement des aides Pac 2025 est connu. Comme l'an dernier, les acomptes seront versés à partir de la mi-octobre.

Quand un directeur commercial peut-il être considéré comme un dirigeant de fait ?



© 2025 Les Echos Publishing

Faute d'avoir commis des actes concrets caractérisant son immixtion dans la direction de la société, le directeur commercial d'une SARL n'a pas pu être considéré comme en étant le gérant de fait.

Exploitants agricoles : plus que quelques jours pour déposer votre déclaration Pac



© 2025 Les Echos Publishing

Les exploitants agricoles ont jusqu'au 15 mai prochain pour souscrire leur déclaration Pac 2025.

La responsabilité du dirigeant associatif



© 2025 Les Echos Publishing

La responsabilité des dirigeants d'association (président, trésorier, secrétaire, membres du conseil d'administration...) peut être engagée dans l'exercice de leurs fonctions, qu'ils soient salariés ou bénévoles. Une responsabilité qui pèse également sur les dirigeants « de fait », c'est-à-dire sur les personnes qui, bien que n'ayant officiellement aucun pouvoir, assurent pourtant, en toute souveraineté et indépendance, la direction ou la gestion effective d'une association.

Projet de loi de simplification de la vie économique : où en est-on ?



© 2025 Les Echos Publishing

Comme son nom l'indique, le projet de loi de simplification de la vie économique a pour objet d'alléger les multiples contraintes administratives qui pèsent sur les entreprises. Il est actuellement en discussion devant l'Assemblée nationale et

devrait être définitivement adopté dans les prochains jours.

Quand des arrêtés préfectoraux sont annulés en justice



© 2025 Les Echos Publishing

La Cour d'appel de Douai a annulé les arrêtés du préfet du Pas-de-Calais interdisant aux associations de distribuer des boissons et de la nourriture aux migrants notamment car ils n'étaient ni nécessaires au regard d'un risque d'atteinte à la tranquillité publique, ni adaptées et proportionnées à la lutte contre l'insalubrité.

DGCCRF : près de 65 000 contrôles réalisés en 2024



© 2025 Les Echos Publishing

Dans le cadre de ses missions, la direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes a contrôlé, l'an dernier, 64 979 établissements et sites internet et appliqué 21 769 avertissements et 2 356 amendes.

Prolongation du seuil majoré de revente à perte et de l'encadrement des promotions



© 2025 Les Echos Publishing

L'obligation imposée aux distributeurs de respecter un seuil de revente à perte majoré de 10 % pour les produits alimentaires est prolongée jusqu'en 2028. Il en est de même pour le dispositif d'encadrement des promotions.